

Colloque « anti-woke » à la Sorbonne : on vous dit tout sur la polémique et les enjeux



Jean-Michel Blanquer à l'Assemblée, en 2021. (XOSE BOUZAS / Hans Lucas via AFP)

Inauguré par Jean-Michel Blanquer, le colloque « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture » des 7 et 8 janvier derniers est le dernier épisode d'une bataille idéologique à l'université. Certains s'inquiètent d'une « chasse aux sorcières ».

Par [Xavier de La Porte](#) et [Marie Lemonnier](#)

L'OBS. Publié le [14 janvier 2022 à 9h22](#) · Mis à jour le [14 janvier 2022 à 10h08](#)

Le colloque

Intitulé « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture », le colloque s'est tenu dans le prestigieux amphithéâtre Louis Liard de l'université de la Sorbonne, les 7 et 8 janvier derniers. L'événement promettait de s'attaquer à « *la pensée décoloniale, aussi nommée "woke" ou "cancel culture"* » - trois choses pourtant différentes mais dont l'amalgame permettait de viser plus largement toutes les nouvelles études en sciences humaines portant ces dernières décennies sur les inégalités sociales et les discriminations sexistes et racistes. Les organisateurs comptaient 1 300 inscrits, un chiffre impressionnant pour ce type de conférence (environ 800 auditeurs étaient présents le premier jour, dont les deux tiers en ligne ; ils n'étaient plus que 80 dans la salle et 150 via Zoom, le second jour). L'initiative a fait l'objet de vives polémiques, ses détracteurs la baptisant « *colloque de la honte* ».

[« Thèses intersectionnelles » : Blanquer vous explique tout, mais n'a rien compris](#)

Le ton

Bien que ses animateurs l'aient ouvert en insistant sur leur volonté d'un « *débat apaisé* », le colloque tenait davantage de la réunion en non-mixité que du véritable échange d'idées :

aucun des représentants des mouvements intellectuels incriminés n'était présents sur l'estrade. Derrière le lexique belliqueux et les énergiques appels à la bataille culturelle, l'apaisement n'était guère davantage au rendez-vous. Bien souvent, le sujet annoncé - la « *déconstruction* », notion portée en philosophie par Jacques Derrida - était lui aussi perdu de vue.

Le « *wokisme* », jamais vraiment défini mais englobant pêle-mêle les postcoloniaux, les décoloniaux, les féministes (surtout écoféministes), les LGBTQ, les partisan.es de l'écriture inclusive, les racistes, les intersectionnalistes, les « *islamogauchistes* » etc., fut ainsi qualifié de « *nouvel esprit totalitaire* », d'« *ordre moral* », de « *machine de guerre contre la civilisation occidentale* » (Pierre-André Taguieff), de « *croyance* » ou de « *magie* » (Pascal Perrineau), mais surtout de « *secte* », de « *nouvelle idéologie antiphilosophique* », de « *monstre* », une « *forme de terrorisme intellectuel* », qui fait « *alliance avec les islamistes* » (Florence Bergeaud-Bracker). Pour qu'on comprenne que tout ça était très dangereux, certains ont eu recours à des analogies historiques : on est en train de revivre au sein des universités le « *moment Lyssenko* » (quand le stalinisme voulut faire une « *science prolétarienne* ») et même le « *moment Goebbels* » (quand les nazis voulurent « *désenjuiver la physique* »).

Mais jamais on ne s'est demandé sur quelles réalités reposaient les revendications - intellectuelles ou militantes - des mouvements dits « *woke* ». On a eu l'impression pendant ces deux jours que le racisme n'existait pas, que l'égalité hommes-femmes était un problème réglé et que la colonisation n'était après tout pas si grave. (« *L'Europe n'a pas inventé l'esclavage, elle a inventé l'abolition de l'esclavage* », comme l'a résumé l'écrivain Pascal Bruckner.) Les rapports sociaux de « *domination* », que les « *woke* » verraient partout, au point d'en faire « *la seule variable explicative du monde* » (Dominique Schnapper), les déconstructeurs de la déconstruction, eux, ne les voient pour ainsi dire nulle part, ou de manière très subsidiaire. Unanimité aussi pour dénoncer « *la dictature des minorités* », forcément « *victimaires* », qui viendraient inquiéter des « *privilèges blancs* » inexistants - d'autant plus inexistants qu'ils sont invisibles. (Il n'est dès lors pas très surprenant de voir décrié l'usage de la sociologie de Bourdieu, qui a exposé le concept de « *violence symbolique* ».) Tandis que l'écriture inclusive est élevée au rang de menace civilisationnelle. Islamisme et point médian, même combat.

[L'islamo-gauchisme : comment \(ne\) naît \(pas\) une idéologie](#)

Les organisateurs

Trois associations type loi 1901 ont piloté l'opération : le controversé Observatoire du décolonialisme, créé il y a un an par un collectif d'universitaires se revendiquant de l'universalisme républicain pour lutter « *contre le décolonialisme et les obsessions identitaires au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche* » et dont le site est placé sous la houlette du linguiste Xavier-Laurent Salvador ; le Collège de philosophie (sans rapport avec le Collège international de philosophie), présidé par Pierre-Henri Tavoillot, maître de conférences en philosophie à la Faculté des Lettres de la Sorbonne ; et enfin le Comité Laïcité République, formé en 1991 par le Grand Orient dans les suites de l'affaire du foulard de Creil en 1989, présidé par Gilbert Abergel. Ce dernier a précisé que le CLR avait « *prêté quelques-uns de ses militants pour participer à ces tables rondes.* »

En revanche, Sorbonne-Université a tenu à faire savoir qu'elle n'était nullement engagée dans l'organisation de ce colloque, mais que certains de ses locaux étaient accessibles à la location,

via la chancellerie, pour des entreprises et des associations. Aucun laboratoire de recherche n'a par ailleurs cautionné cette rencontre. En revanche, d'après nos collègues de Médiapart, le ministre Jean-Michel Blanquer aurait financé l'événement sur un fonds réservé.

Jean-Michel Blanquer, le parrain

Le ministre de l'Éducation nationale n'a jamais caché ses options idéologiques. En octobre 2021, Jean-Michel Blanquer avait lui-même lancé son propre think tank, « Laboratoire pour la République », afin de lutter contre le « wokisme ». Néanmoins, sa venue à l'ouverture du colloque, en pleine crise de gestion épidémique à l'école, interpelle. Elle marque, en tout cas, l'importance politique accordée à l'affaire. « *Nous devons déconstruire la déconstruction* », a lancé Blanquer, pour qui semblait plus urgent de lutter contre un courant d'idées importé des États-Unis que de traiter les conséquences immédiates de la vague Omicron dans les établissements scolaires : « *Je devais être là, en Sorbonne* ». Car il y a un « danger » qui menace la France, s'est-il alarmé, et « *il est déjà un peu tard* ». Face aux attaques du « wokisme », il ne faut « *pas être seulement sur la défensive mais à l'offensive sur le terrain des idées* ». « *Après avoir fourni le virus, nous devons fournir le vaccin* », a-t-il ajouté, pointant ainsi la « French Theory » des années 1970 (Foucault, Deleuze, Derrida) comme coupable originelle.

[Jean-Michel Blanquer, l'homme qui n'aimait pas le wokisme et encore moins le Covid](#)

Les enjeux

Ils sont au moins de trois ordres.

1. La bataille politique : ce colloque est en quelque sorte le point d'orgue d'une campagne menée depuis près de trois ans, à coups de tribunes médiatiques et de déclarations offensives contre le « wokisme ». Ces courants de pensée - qui donnent lieu depuis plusieurs décennies à des productions intellectuelles et militantes nombreuses et variées - ont déjà fait l'objet de multiples attaques de ce gouvernement. En juin 2020, Emmanuel Macron avait lui-même jugé le monde universitaire « coupable » d'avoir « *encouragé une ethnicisation de la question sociale* », qui revenait selon le président à « *casser la République en deux* ». A quelques mois de l'élection présidentielle, la tenue d'un tel colloque réunissant la plupart des figures de la pensée néoconservatrice n'est évidemment pas neutre.

2. Les libertés académiques : La présence du Ministre de l'Éducation en introduction des échanges et celle, lors des conclusions, de Thierry Coulhon, président du Haut Comité pour l'évaluation de la recherche sur l'enseignement supérieur (même si celui-ci a prudemment rappelé qu'à l'université, « *il n'y a pas d'opinions interdites* »), montre bien que l'enjeu pour les adversaires du « wokisme » est de donner des contours à la liberté de la recherche, sous prétexte de tracer la limite entre discours scientifique et discours militant. On se rappelle qu'en février 2021 déjà, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, avait lancé une « enquête » sur l'« *islamo-gauchisme* » et le postcolonialisme à l'université. Celle-ci avait motivé une réponse cinglante du CNRS, chargé de mener ce travail, et scandalisé une bonne partie des enseignants-chercheurs. Plus de 600 d'entre eux, dont l'économiste Thomas Piketty et la sociologue Dominique Méda, avaient ainsi dénoncé dans une tribune (Le Monde, 20 février 2021) la « *chasse aux sorcières* » menée selon eux par leur ministre de tutelle.

3. La concurrence pour les postes et les financements de la recherche : c'est la motivation la moins mise en avant, mais l'une des raisons majeures de la guerre qui se mène depuis au moins trois ans au sein de l'Université. Parmi les intervenants académiques du colloque, certains occupent des postes prestigieux, et n'ont eu de cesse de montrer du doigt les « *jeunes chercheurs* » qui, au sein de leurs institutions (parfois au sein des laboratoires qu'ils dirigent, comme le précisait en riant jaune le politologue Pascal Perrineau), poussent les sujets « *woke* ». Dénonçant régulièrement la « *complaisance* » des institutions envers ces problématiques, les intervenants manifestaient une crainte : celle de perdre leur prestige académique, de voir leurs grilles de lecture remplacées par d'autres, d'être relégués de fait à un conservatisme qu'ils assument mal.

[A l'heure du « wokisme », que se passe-t-il vraiment dans les universités américaines ?](#)

Vrai ou faux colloque ?

Les canons d'un colloque n'en sont en tout cas pas respectés : aucun débat contradictoire entre des orateurs par ailleurs souvent membres des mêmes associations organisatrices, des intervenants qui animent les tables et vice et versa, des universitaires mis au même rang que des éditorialistes, des professeurs qui n'interviennent pas sur leur champ de compétence, des présentations parfois absentes ou encore très enjolivées des participants... Le plus préoccupant étant encore le manque de rigueur intellectuelle dans de nombreux discours où la petite anecdote tenait lieu d'argumentation et où les termes employés (« *woke* » en premier lieu) n'étaient jamais définis. Pour la définition du mot *woke*, on pourra toutefois se reporter au lexique prétendument « humoristique » du site de l'Observatoire du décolonialisme. A l'entrée « *woke* » - écrit « *wok.e* » pour railler au passage l'écriture inclusive -, on peut ainsi lire : « *plat.e* traditionnel de la cuisine chinoise (voir Appropriation culturelle). »

Pendant les deux jours, ce mélange des genres n'a rendu que plus évidente une contradiction fondamentale et dérangeante. En effet, l'attaque principale contre le « *wokisme* » est que, sous couvert de science, il ferait de l'« *idéologie* » (mot le plus souvent prononcé), voire du « *militantisme* ». En cela, il tordrait le réel, serait un affront à la vérité et à la raison. En guise d'exemple, les participants n'ont eu de cesse de disqualifier l'apport intellectuel de ces mouvements, leur « *bêtise* », « *l'absurdité de leurs propositions* », leur « *délire* ». Et de faire rire la salle en énumérant des exemples puisés à droite à gauche (et surtout sur le site de l'Observatoire du décolonialisme, qui recense régulièrement des exemples trouvés le plus souvent dans la presse américaine, et s'est donc vu bibliographiquement adoubé dans un effet de boucle assez fascinant).

A de très rares moments, comme dans un propos liminaire de Pierre-Henri Tavoillot, s'est manifestée la tentative d'établir une généalogie sérieuse de la « *déconstruction* », qui mériterait d'être discutée. Mais très vite, ce travail a viré à la désignation de coupable. Jacques Derrida, évidemment (qui a fait de la déconstruction une de ses notions phares), mais aussi le philosophe Etienne Balibar (accusé d'avoir converti son communisme en « *communisme identitarisé* » et de « *changer de peuple* » en substituant les immigrés aux prolétaires), et puis Edward Saïd, ce grand Satan, qui, d'après le sociologue Bernard Rougier, a fourni avec son travail sur « l'orientalisme », une accusation qui va servir aussi bien aux postmodernes et aux islamistes pour disqualifier le regard occidental sur le monde islamique.

Bien sûr, tout cela ne relevait pas du militantisme. Quand la salle applaudit avec ferveur l'intervention de Mathieu Bock-Côté, « sociologue » québécois ayant remplacé Eric

Zemmour sur CNews, qui vient de louer « le génie du nationalisme », on avait pourtant bien l'impression d'assister à un meeting. Une impression nullement démentie par les conclusions de Xavier-Laurent Salvador : « *Nous ne lâcherons pas ces lieux, car la Sorbonne c'est avant tout un symbole, avertit-il. Ils le savent, nous le savons aussi.* »

[Féminisme, patriarcat... On a fait débattre Alice Coffin et Alain Finkielkraut](#)

Qui annule quoi ?

Autre contradiction récurrente dans les prises de parole : la « *cancel culture* ». Les intervenants n'ont eu de cesse de fustiger la volonté du « *wokisme* » d'effacer l'histoire (Orwell a été cité à de nombreuses reprises), de déboulonner des statues, de faire annuler des colloques, de faire taire ses adversaires par l'intimidation. Dans ce grand amphithéâtre de la Sorbonne, dans cette rencontre inaugurée par un ministre et à peine perturbée par cinq militants SUD distribuant un tract à l'entrée et une banderole contre l'islamophobie tenue par quelques jeunes filles voilées à la pause de 10 heures, on se sentait menacé...

Et donc, dans la deuxième journée, consacrée à la « *reconstruction* » (et pas « *reconquête* », ce n'est pas la même chose...), Nathalie Heinich, sociologue spécialiste de l'art, a préparé un plan d'attaque en cinq points, pour empêcher ceux qu'elle appelle les « *académo-militants* » de nuire, parce que « *l'avenir académique, c'est le contrôle de la rigueur épistémique* ». Elle avertit, sa conclusion « *ne plaira peut-être pas à tout le monde* ». Elle vaut l'exposé :

1/ « *Il faut s'abstenir, d'inviter dans des cours des séminaires, des professionnels, des militants etc.* » Une telle mesure d'abstention participerait, selon elle, à une « *entreprise de la reconstruction de l'autonomie du savoir* ».

2/ « *Il nous faut reconnaître que la liberté académique est tout sauf la libre expression de leurs opinions par des enseignants-chercheurs mais repose au contraire sur le contrôle et la contrainte de correction scientifique qui s'imposent à nous tous.* »

3/ « *Il nous faut exclure explicitement les étudiants du domaine d'extension de la liberté académique.* »

4/ « *Il nous faut opérer une claire distinction entre ce qui se publie dans les institutions du savoir - les revues scientifiques, les collections spécialisées, d'une part, et d'autre part, dans les supports d'intervention relevant de l'opinion - les journaux, les magazines etc.* »

5/ « *Il nous faut surtout veiller à un beaucoup plus strict contrôle de la qualité des publications académiques, notamment par un durcissement des critères d'évaluation et un renforcement des pouvoirs des institutions universitaires qui en ont la charge.* »

Bref, finit-elle, « *pour reconstruire les conditions d'un savoir authentique, il nous faut renforcer les contraintes exercées de l'intérieur de notre monde en fonction des critères de qualité qui lui sont propres, qui sont donc des critères scientifiques et non pas idéologiques.* »

Comme dirait l'historienne Laure Murat, « *Qui annule quoi ?* » (c'est le titre de l'essai qu'elle vient de faire paraître au Seuil).

[« Race et sciences sociales » : enquête sur le débat qui déchire l'université](#)

Les moments les plus « malaisants »

De qualité inégale, les discussions ont parfois donné le sentiment de tourner au concours du point Goldwin, agrémenté de-ci de-là d'un éloge du nationalisme et de la nostalgie de l'empire colonial, ponctués de régulières saillies sexistes. Le titre d'une table ronde laisse songeur : « Des noires, des blanches, des rondes : la musique pour tous ». Les moments embarrassants se sont ainsi accumulés. Quelques exemples des punchlines :

- le chercheur en science politique Vincent Tournier lance au début de son intervention : « *J'annonçais depuis longtemps les attentats et je remercie les frères Kouachi d'avoir en fait validé mon cours.* »

- la sociologue Nathalie Heinich parle d'une « *épidémie de transgenres* ».

- petite blague du tour de table : « *et à l'extrême droite, Samuel Fitoussi, ahahah* ». (Samuel Fitoussi, étudiant et chroniqueur chez Causeur)

- le mathématicien américain Sergiu Klainerman parle de la « *soi-disant discrimination entre hommes et femmes* ».

- la journaliste Claire Koç se lance dans un éloge de l'assimilation façon Zemmour : « *Être français, c'est le vouloir. Le prénom est fondamental.* »

- la phrase de Mathieu Bock-Côté, suivie d'éclats de rire dans la salle : « *Je vais me tourner vers mes amis racisés pour me rééduquer dans une sorte de vigilance permanente de ma conscience.* »

- « *Jusqu'à la notation musicale est soupçonnée de racisme* », soutient Catherine Kinzler, qui dénonce ni plus ni moins qu'« *une épuration culturelle* ».

- Pascal Perrineau balance le nom d'une collègue de son laboratoire, avec une élégance rare.

- Durant la table ronde « Il faut sauver Blanche-Neige ! Totems et tabous de la cancel culture », le politologue Vincent Tournier, maître de conférences à l'IEP Grenoble, explique, projections photographiques à l'appui, combien il regrette que dans le film « Splash » produit par Disney, les fesses de la sirène incarnée par Daryl Hannah aient été recouvertes : « *Désolé, Messieurs, c'était le passage le plus intéressant du film !* » Puis, il fait mine de s'étonner qu'au sujet des violences domestiques, « *on n'a jamais l'origine des auteurs* »...

- La juriste Anne-Marie Le Pourhiet, qui préfère appeler les référents égalité des laboratoires de recherche « *des commissaires en genritude* », lance un innocent : « *Moi, les droits des femmes, c'est pas mon truc.* » Puis, « *On ne va pas commencer à dénoncer nos collègues qui regardent les étudiantes au physique agréable.* » (Liste non exhaustive)

Les réactions

Dès avant sa tenue, la réunion pseudo-scientifique est qualifiée de « colloque de la honte » par de nombreux universitaires qui en font un hashtag viral sur les réseaux sociaux. Le 5 janvier, ils étaient 74 chercheurs à signer la tribune « L'universalisme républicain ne se décrète pas, il

se construit », parue dans le Monde, pour s'y opposer. Le politologue Philippe Marlière, qui enseigne à University College de Londres, écrit le 8 janvier, sur Twitter : « *Cette réunion est une grave attaque de néoconservateurs pour délégitimer le travail scientifique et l'autonomie universitaire. J'enseigne dans un pays où le gouvernement néothatchérien déteste aussi les universitaires. Mais à aucun moment, je ne suis insulté ainsi.* » Dans le « Monde » du 10 janvier, François Dubet, qu'on peut difficilement taxer d'être un « wokiste » délirant, fait paraître une tribune intitulée « Le colloque contre le « wokisme » relève d'un maccarthysme soft ». « *On peut être agacé, inquiet, voire hostile à la pensée dite « woke », aux théories du genre appliquées à toutes les sauces, au déconstructivisme radical... Mais il ne s'agit ici, au final, rien d'autre que de « fabriquer un ennemi intérieur »*, estime le sociologue, pour qui « *ce colloque est à la fois une faute déontologique et une erreur politique. Il clive encore plus une société qui n'en a certainement pas besoin.* »

Ce mercredi 12 janvier, l'EHESS (l'Ecole des hautes études en sciences sociales, directement visée durant le colloque) vient d'annoncer l'organisation, le 25 janvier prochain, d'une rencontre intitulée « Les libertés académiques menacées : défendre les savoirs critiques », avec Claude Gautier, François Héran, Sarah Mazouz, Frédérique Matonti, Michelle Zancarini-Fournel, Rose-Marie Lagrave et Gisèle Sapiro.

[Xavier de La Porte](#) et [Marie Lemonnier](#)